

Assemblée nationale Paris, le 18/12/2025

## Précarité matérielle : vers la reconnaissance d'un droit aux produits de première nécessité

Réunis le 18 décembre à l'Assemblée nationale, chercheurs, associations, institutions et responsables publics ont alerté sur l'ampleur croissante de la précarité matérielle en France. Ne pas pouvoir se laver, s'habiller, équiper son logement ou scolariser dignement ses enfants : la précarité matérielle concerne aujourd'hui des millions de personnes en France.

### Un phénomène massif, encore insuffisamment reconnu

Les échanges ont rappelé que la précarité matérielle recouvre l'impossibilité d'accéder durablement à des biens essentiels : produits d'hygiène, vêtements, mobilier de base, fournitures scolaires ou équipements domestiques. *"Désigner le phénomène, ce n'est pas neutre : en le nommant, on commence à agir. La reconnaissance de la précarité matérielle dans la loi est un levier indispensable pour lutter durablement contre la paupérisation"*, a souligné Romain Canler, directeur de l'Agence du Don en Nature.

Par ailleurs, selon Hélène Gorge, maitresse de conférence en sciences de gestion à Lille et membre du centre de recherche MERCUR : *"La précarité matérielle est liée à la notion de satisfaction des besoins sociaux divers"*. Elle ne peut donc se résumer à une seule question monétaire et doit être appréhendée dans toute sa complexité.

### Une proposition de loi pour structurer l'action publique

Parrain du colloque, le député Boris Tavernier a évoqué la proposition de loi en cours de finalisation visant à intégrer la précarité matérielle dans le Code de l'action sociale et des familles, à l'image de ce qui a été fait pour l'aide alimentaire en 2018.

*"L'absence de définition légale nuit à la lisibilité et à la coordination de l'action publique. Définir clairement la précarité matérielle permettrait de mobiliser l'ensemble des acteurs autour d'un objectif commun : garantir l'accès au minimum vital"*, a-t-il déclaré. Le député a rappelé que cette proposition de loi a été construite en lien avec l'Agence du Don en Nature, dans une logique similaire à celle qui a permis la structuration de la lutte contre la précarité alimentaire : *"L'intention de cette proposition de loi est de provoquer la même dynamique que celle engagée sur l'aide alimentaire : une stimulation collective de tous les acteurs, avec les publics concernés"*.

### Le regard du terrain : prévenir l'exclusion, restaurer la dignité

L'association SOS Casamance a rappelé que la précarité matérielle ne relève pas uniquement de l'urgence, mais d'un enjeu structurel de cohésion sociale.

*"Nos actions ne sont pas seulement des gestes de solidarité ponctuelle : elles sont un levier d'inclusion. Garantir l'accès aux produits de première nécessité est une condition indispensable pour vivre dignement et participer à la société"*, a témoigné Amadou Sylla, président de l'association.

Un message partagé tout au long du colloque : il est nécessaire que les pouvoirs publics construisent un cadre légal favorable à l'action de toutes les parties prenantes (administrations, associations, entreprises) contre la précarité matérielle. Cette volonté politique est nécessaire pour permettre l'exercice de l'intégralité des droits de tous les individus dans notre pays.

### Chiffres clés

- Selon l'INSEE en 2023, **15,4% de la population vit sous le seuil de pauvreté**
- Selon l'INSEE en 2024, **12,7 % des Français, soit près de 9 millions de personnes**, sont confrontées à des privations matérielles et sociales (c'est-à-dire en incapacité de couvrir les dépenses de la vie quotidienne).
- **3 millions de personnes** dépendent de l'aide matérielle ou alimentaire (INSEE)

## **Et après ?**

À l'issue du colloque, un constat partagé prédomine : la lutte contre la précarité matérielle doit désormais être pleinement intégrée aux politiques publiques, avec les enjeux de dignité, d'inclusion sociale et de transition écologique. La proposition de loi actuellement en préparation pourrait faire de la France l'un des premiers pays européens à reconnaître la précarité matérielle comme un enjeu de droit commun, ouvrant la voie à des politiques plus justes.

## **A propos de l'Agence du Don en Nature**

Depuis 2008, l'Agence du Don en Nature lutte contre la précarité matérielle par la collecte de produits neufs non-alimentaires auprès d'entreprises et leur redistribution à des associations œuvrant auprès de populations en situation de précarité (épiceries sociales et solidaires, établissements de la protection de l'enfance, centres d'hébergement, accueils de jour, etc.). En 2024, 9 millions de produits (hygiène, puériculture, entretien, vêtements, fournitures, jouets, articles d'équipement de la maison, etc.) ont été distribués à plus de 1 300 associations partout en France. <https://www.adnfrance.org/>

## **Contact presse**

Pour toute demande presse ou d'interview, contactez-nous :

Jessica Masson - 06 85 77 13 38 - [jessica.masson@adnfrance.org](mailto:jessica.masson@adnfrance.org)

Alissia Nono - 06 38 20 50 32 - [alissia.nono@gmail.com](mailto:alissia.nono@gmail.com)